



République de Guinée
Travail-Justice-Solidarité

Cour des comptes



CHAMBRE DES COMPTES DE L'ETAT

Arrêt définitif n° 007/CHCE/CC

Audience du 25 avril 2019

Rapport à fin d'arrêt définitif sur l'apurement juridictionnel accéléré des comptes de l'Etat pour les exercices budgétaires de 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015

Poste comptable : Trésorerie Régionale de Boké (TR Boké)

Nom et prénom du comptable : Monsieur Mohamed Lamine CAMARA

FORMATION DE LA CHAMBRE DES COMPTES DE L'ETAT

1. Monsieur Mamadou Ciré DOUMBOUYA, Président de la Chambre des comptes de l'Etat ;
2. Monsieur Mamadou Diouldé DIALLO, Conseiller maître ;
3. Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire ;

GREFFIER : Monsieur Tamba Michel TRAORE, Greffier de chambre

RAPPORTEUR : Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire

MINISTERE PUBLIC : Maître Goureïssy SOW, Commissaire Général du Gouvernement

MATIERE : Cinq (5) Comptes de gestion de la Trésorerie Régionale de Boké (TR Boké) comprenant les balances générales des comptes des exercices budgétaires 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015.

DECISION : Fixation de la ligne de compte au 31 décembre 2015.

L'an deux mille dix-neuf et le vingt-cinq avril (25 avril 2019), à l'audience ordinaire publique de la Chambre des comptes de l'Etat,

LA COUR,

Vu la loi organique L/2013/046/CNT du 18 janvier 2013 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Cour des comptes et le régime disciplinaire de ses membres, modifiée par la loi organique L/2013/066/CNT du 12 décembre 2013 portant harmonisation de certaines dispositions de la loi organique 046 du 18 janvier 2013 ;

Vu la loi organique L/2012/012/CNT du 27 juillet 2012 relative aux lois de finances (LORF) ;

Vu la loi de validation n° L/2017/0055/AN du 08 décembre 2017 portant validation des comptes des comptables publics ;

Vu le Décret D/2018/014/PRG//SGG du 07 février 2018 portant promulgation de la loi de validation n° L/2017/0055/AN du 8 décembre 2017 ;

Vu le Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement Général sur la Gestion Budgétaire et la Comptabilité Publique (RGGBCP) ;

Vu le décret D/2016/009/PRG/SGG du 9 janvier 2016 portant nomination du Premier Président et du Commissaire Général du Gouvernement à la Cour des comptes ;

Vu le décret D/2016/035/PRG/SGG du 11 février 2016 portant nomination des Présidents de Chambre, du Secrétaire Général et des commissaires du Gouvernement à la Cour des comptes ;

Vu le décret D/2016/047/PRG/SGG du 25 février 2016 portant nomination des Conseillers Maitres à la Cour des comptes ;

Vu le décret/2016/388/PRG/SGG du 31 décembre 2016 portant nomination des Conseillers Référendaires à la Cour des comptes ;

Vu l'arrêté A/2019/1104/MEF/CAB/DNTCP du 3 avril 2019 portant nomination de douze (12) comptables principaux de l'Etat ;

Vu l'ordonnance /2019/001/PP/CC du 13 mars 2019, portant apurement accéléré des comptes de comptables publics des exercices 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015 ;

Vu L'ordonnance n°001/2019/CHCE/CC du 26 mars 2019 portant désignation d'un rapporteur et d'un contre rapporteur.

Vu les lettres réponses n°1879/MEF/CAB du 7 septembre 2018, n°2052/MEF/CAB du 19 septembre 2018, n° 2053/MEF/CAB du 19 septembre 2018, n°0122/MEF/DNTCP/2019/0106/ACCT/BTI du 26 mars 2019 et n°0123/MEF/DNTCP/2019/0107/ACCT/BTI du 26 mars 2019, du Ministre de l'Economie et des Finances et du Directeur National du Trésor, relatives à la procédure contradictoire ;

Vu les Comptes de Gestion de la Trésorerie Régionale de Boké (TR Boké) pour les exercices budgétaires de 2011 à 2015 ;

Vu le Rapport à fin d'arrêt définitif sur l'apurement juridictionnel accéléré des comptes de l'Etat pour la période de 2011 à 2015 ;

Vu les conclusions du Commissaire Général du Gouvernement en date du 24 avril 2019 ;

Après avoir entendu, Monsieur Mamadou Diouldé DIALLO, Conseiller maître, contre rapporteur en ses observations ;

STATUANT DÉFINITIVEMENT,

ORDONNE :

Entendu Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire, en son rapport à fin d'arrêt sur l'apurement juridictionnel accéléré des comptes de l'Etat pour les exercices budgétaires de 2011, 2012, 2013, 2014 et 2015, lors de l'audience publique du 25 avril 2019 ;

Entendu Maître Goureïssy SOW, Commissaire Général du Gouvernement, en ses conclusions ;

Entendu la lecture des réponses de l'Agent Comptable Centrale du Trésor (ACCT) au titre de ses réactions contradictoires sur les Comptes de gestion ;

Entendu en délibéré les observations des membres de la formation de la Chambre des comptes de l'Etat ;

EN CE QUI CONCERNE LES GESTIONS ANTERIEURES DE 2011 A 2015 SOUS REVUE

1. Sur la recevabilité des comptes

Attendu que l'article 39 de la loi 046 du 18 janvier 2013 sur la Cour des comptes qui précise l'obligation de mise en état d'examen des comptes de gestion, n'est pas applicable à l'apurement juridictionnel accéléré ou apurement sur chiffres de la gestion antérieure de 2011 à 2015.

Attendu qu'il a été noté l'absence des comptes de gestion des exercices 2011 et 2012 des Trésoreries Régionales de Boké et de Faranah.

Attendu que les Comptes de gestion de la Trésorerie Régionale de Boké (TR Boké) des exercices budgétaires de 2013 à 2015 comportent les balances générales des comptes qui permettent de fixer la ligne de compte pour les gestions sous revues.

Qu'en effet, un tel document contient, aussi bien pour les opérations budgétaires que les opérations hors budget, les résultats de la gestion, le solde des recettes de la gestion, le solde des dépenses de la gestion et les résultats au 31 décembre.

PAR CES MOTIFS

Article premier : Déclare recevables les Comptes de gestion de la Trésorerie Régionale de Boké (TR Boké) produits pour les gestions 2013, 2014 et 2015 par le Trésorier Régional de Boké, Monsieur Mohamed Lamine CAMARA.

2. Sur la reprise des soldes de la gestion précédente

Attendu qu'il est *admis* que la ligne de compte d'une régie financière ou d'une trésorerie régionale est constituée des soldes des comptes financiers, des comptes d'imputation définitif non apurés à la fin de la gestion, des comptes de créances et des comptes de dette à court ou à long terme qui doivent être repris en balance d'entrée ;

Attendu que les soldes des opérations budgétaires des recettes et des dépenses ne sont pas concernés par cet enchainement ;

Attendu qu'en conséquence, les soldes de ces dites opérations, intégrés dans la ligne de compte de la gestion antérieure en balance de sortie, doivent être ignorés dans la fixation de la ligne de compte ;

Attendu qu'en ce qui concerne les soldes des opérations en deniers, il a été constaté que les comptes financiers présentent un solde débiteur global de 8 373 570 489 dans la balance générale des comptes au 31 décembre 2015 ;

Attendu qu'en ce qui concerne les soldes des opérations en deniers, il a été constaté l'existence d'un montant de valeurs de caisse de GNF1 835 193 583 et un montant de déficits de caisse de GNF 11 756 825, dans la balance générale des comptes au 31 décembre 2015 ;

Attendu que l'Agent Comptable Centrale du Trésor a expliqué, dans ses réponses parvenues à la Cour les 07 et 19 septembre 2018, la méthode par laquelle la reprise des soldes est effectuée en balance d'entrée par l'intermédiaire du compte 396 intitulé « Opérations consolidées par l'ACCT »

Qu'il a soutenu par ailleurs que les soldes des comptes 39 en balance de sortie résulterait des défauts de rapprochement d'écritures entre les comptables principaux des différents postes comptables.

Attendu qu'en l'espèce, compte tenu de l'ancienneté des gestions et du principe d'apurement sur chiffres applicable à cette procédure, il y a lieu de notifier une injonction pour l'avenir sur les rapprochements d'écritures des comptes de liaisons internes entre les comptables ;

3. Sur l'enchaînement des soldes des exercices successifs de 2011 à 2015

Attendu que l'enchaînement des soldes des balances de sortie et d'entrée des exercices 2013 à 2015 a été vérifié pour les comptes de classe 1 à 5.

Qu'il est constaté l'exacte reprise des soldes de la balance de sortie en balance d'entrée pour les exercices 2013 à 2015 conformément au tableau de reprise des soldes qui suit :

Tableau des reprises des soldes des exercices 2013 à 2015

TR Boké - Enchaînement des comptes de classe 1 à 5

Années	Balance d'entrée		Balance de sortie		Comptes de liaisons internes (Compte 39)	
	Débiteurs	Créditeurs	Débiteurs	Créditeurs	Débiteurs	Créditeurs
2 010			0	0		
2 011	0	0	0	0	0	0
2 012	0	0	0	0	0	0
2 013	0	0	7 792 765 075	7 792 765 075	0	0
2 014	7 792 765 075	7 792 765 075	8 259 193 117	8 259 193 117	18 731 819 117	67 567 831 415
2 015	8 259 193 117	8 259 193 117	10 921 235 793	107 287 905 299	10 127 400 585	77 298 777 450

Source : Cour des comptes à partir du Compte de gestion de la TR Boké

Attendu qu'au 31 décembre 2015, les montants totaux des soldes débiteurs et créditeurs des comptes (classe 1 à 5) s'élèvent respectivement à **GNF 10 921 235 793** et à **GNF 107 287 905 299**.

Que les reports des soldes des comptes 36 (Comptes de liaison avec les régisseurs), 38 (Produits à recouvrer sur prise en charge) de la classe 3, les comptes de la classes 4 (Comptes de tiers) et les comptes de la classe 5 (Comptes financiers) n'appellent pas d'observations.

Que les soldes débiteurs et créditeurs des classes 6 et 7 et ceux des comptes 390 à 393 des comptes de liaisons entre comptables en balance de sortie, ne font pas l'objet de reprise en balance d'entrée.

Que les montants des soldes de comptes de liaisons internes (39) indiqués dans le tableau ci-dessus, signifient que les rapprochements d'écritures entre les comptables principaux n'ont pas eu lieu à la clôture des opérations comptables.

Que les comptes de liaisons internes (39) doivent présenter des soldes nuls en balance de sortie.

Que conformément à la pratique comptable en général, le compte 39 et particulièrement le compte 396 (Opérations consolidées à l'ACCT), sert de contrepartie à la reprise des soldes des comptes patrimoniaux en Balance d'Entrée (BE). Et par conséquent, il ne fait pas l'objet de report d'un exercice à un autre.

Qu'il y a lieu d'adresser une injonction pour l'avenir au comptable principal de procéder mensuellement aux rapprochements d'écritures relatives aux comptes de liaisons internes entre comptables.

Qu'en conséquence, il est enjoint pour l'avenir à Monsieur Mohamed Lamine CAMARA de veiller au rapprochements des écritures relatives aux comptes de liaisons internes entre les comptables principaux.

Article 2 : Il est enjoint pour l'avenir, à Monsieur Mohamed Lamine CAMARA de procéder mensuellement aux rapprochements d'écritures relatives aux comptes de liaisons internes entre les comptables qui doivent présenter des soldes nuls en balance de sortie au 31 décembre.

4. Sur la ligne de compte au 31 décembre 2015

Attendu que le Compte de gestion de 2015 de la Trésorerie Régionale de Boké (TR Boké), comprend surtout la balance générale des comptes ;

Attendu qu'à l'issue du déroulé du contradictoire avec la Trésorerie Régionale de Boké (TR Boké), qu'il est constaté la reprise exacte des soldes des comptes de gestion apurés des exercices successifs de 2011 à 2015 ;

Qu'ainsi, la fixation de la ligne de compte va concerner aussi bien les soldes des comptes financiers mais aussi les soldes débiteurs ou créditeurs des comptes des dettes à court terme (restes à payer, comptes de dépôts des correspondants du trésor) ou à long terme (emprunts, dettes publiques), les soldes débiteurs ou créditeurs des comptes de créances (restes à recouvrer d'impôts et de droits de douane), les soldes débiteurs ou créditeurs des comptes d'imputation définitif non apurés à la clôture de la gestion ;

Qu'en conséquence la ligne de compte s'établit comme suit en ce qui concerne l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses effectuées du premier janvier au 31 décembre 2015 en Francs Guinéens (GNF) :

COUR DES COMPTES

APUREMENT DES ARRIERES JURIDICTIONNELS

APUREMENT COMPTE DE GESTION 2015

POSTE COMPTABLE: TRESORERIE REGIONALE DE BOKE (TR Boké)

COMPTE DE GESTION EXERCICE 2015

SOLDES BALANCES DE SORTIE A REPORTER

N° Comptes	Libellés Imputations	Balance d'entrée au 01/01/2015		Opérations de l'année		Total		Balance de sortie au 31/12/2015	
		Débiteurs	Créditeurs	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débiteurs	Créditeurs
396	Opérations consolidées à l'ACCT	0	8 259 193 117	0	1 644 959 774	0	9 904 152 891		9 904 152 891
531-00	Disponibilités	0	0	1 644 959 774	1 330 756 545	1 644 959 774	1 330 756 545	314 203 229	
551	Caisses des comptables	148 739 333	0	7 053 866 287	6 210 618 145	7 202 605 620	6 210 618 145	991 987 475	
561-210	Dispon. du RCT de Boffa	244 454 581	0	25 585 114 294	25 282 698 774	25 829 568 875	25 282 698 774	546 870 101	
561-211	Dispon. du RCT de Fria	71 186 045	0	21 796 222 609	21 784 439 950	21 867 408 654	21 784 439 950	82 968 704	
561-212	Dispon. du RCT de Gaoual	427 280 602	0	14 174 669 178	14 164 895 527	14 601 949 780	14 164 895 527	437 054 253	
561-213	Dispon. du RCT de Koundara	7 367 532 556	0	53 926 912 866	55 293 958 695	61 294 445 422	55 293 958 695	6 000 486 727	
	Total Général	8 259 193 117	8 259 193 117	124 181 745 008	125 712 327 410	132 440 938 125	133 971 520 527	8 373 570 489	9 904 152 891

Article 3 : Mention est faite que dans la pratique, le compte 396 sert à la reprise des comptes patrimoniaux en balance d'entrée au 1^{er} janvier 2016

Article 4 : Il est enjoint pour l'avenir, à Monsieur Mohamed Lamine CAMARA de communiquer à la Cour des comptes les justificatifs des montants des valeurs et déficit de caisse ci-dessus indiqués.

5. Sur la situation du comptable

Attendu qu'il n'y a pas lieu de prononcer de charge à l'encontre de Monsieur Mohamed Lamine CAMARA au titre de sa gestion au cours des exercices de 2011 à 2015.

Attendu qu'avec la reprise exacte des résultats des gestions successives, qu'il y a lieu de le décharger pour sa gestion des exercices 2011 à 2015.

Article 5 : Monsieur Mohamed Lamine CAMARA est déchargé de sa gestion pour la période de 2013 à 2015.

Fait et jugé par nous :

1. Monsieur Mamadou Ciré DOUMBOUYA, Président de la Chambre des comptes de l'Etat ;
2. Monsieur Mamadou Diouldé DIALLO, Conseiller maître ;
3. Monsieur Mamadou Saliou DIALLO, Conseiller référendaire ;

En audience publique les jour et an ci-dessus.

En présence de Monsieur Tamba Michel TRAORE, Greffier de chambre.

Et ont signé le Président et le Greffier

Le Greffier de Chambre

Le Président de la Chambre des comptes de l'Etat

Tamba Michel TRAORE

Mamadou Ciré DOUMBOUYA